

Ecrit par le 18 mai 2026

(Vidéo) Fédé BTP 84, Pourquoi l'économie de la construction et de la réhabilitation continue-t-elle d'être plombée ?



Lors de son assemblée générale, la Fédé BTP 84 a fait un point sur ce que vivent les professionnels du bâtiment et des travaux publics. Si le niveau d'activité est sauvegardé grâce aux opérations commandées et amorcées en 2022, les professionnels peinent à sauvegarder emplois et savoir-faire face à un carnet de commande à l'arrêt et une trésorerie tendue. Alors que les budgets sont votés et les financements là, les projets ne sortent pas. Mais tout n'est pas sombre et certains indicateurs laissent présager des lendemains meilleurs.

Ecrit par le 18 mai 2026

Pourtant, ce temps d'inertie entamera considérablement et durablement la santé économique et sociale du département. En ce moment, également, les bailleurs sociaux revoient leurs copies, entre démolitions, réhabilitations, constructions et relogement des résidents, les équilibres financiers se fragilisent. Les maires ont compris à quel point le dispositif Zan (Zéro artificialisation nette) mettait un coup d'arrêt à la construction. Plus globalement, l'on craint que le Grand argentier de la France n'ait tout oublié des outils de défiscalisation et de prêts aidés qui favorisaient jusqu'alors l'accession à la propriété. Alors tous les opérateurs de l'acte de bâtir sonnent l'alarme.

Là, maintenant, nous sommes sur un point de bascule

Alors que tout paraît silencieux, le sous-sol gronde et les voix s'élèvent de toute part. Que se passe-t-il ? Pour le savoir nous nous rendons au nouveau siège de la Fédé du BTP 84 qui, il faut bien l'avouer, souffle depuis qu'elle s'est installée dans une partie des locaux de l'[UIMM](#) (Union des industries et métiers de la métallurgie), chemin de Fontanille à Agroparc, en attendant de construire un bâtiment à sa mesure. Plus accessible à ses adhérents, plus confortable pour les collaborateurs, les nouveaux locaux s'épanouissent en cœur de nature, où les places de stationnement sont encore disponibles.

Ecrit par le 18 mai 2026



Jean Max Diaz, Emilie Feral, Daniel Léonard, Frédéric Saintagne et Denis Mathelin

Dans la salle de conférence,

devant un parterre de journalistes ? [Daniel Léonard](#), le président de la Fédération BTP84 entouré d'[Emilie Feral](#), présidente branche Gros Œuvre, Vice-présidente FBTP84, de [Frédéric Saintagne](#), président de la section Pole Habitat Vaucluse, rejoints par [Jean Max Diaz](#), trésorier. Aux côtés des journalistes, assistent à la conférence de presse [Denis Mathelin](#) président de la branche TP, [Nathalie Cayrol](#), déléguée régionale Pole Habitat Paca et [Emmanuel Meli](#), secrétaire général Fédération BTP84. Les visages sont graves tandis que Daniel Léonard ouvre la séance.

La tendance ?

«Elle est mitigée parce qu'il est difficile de maintenir un niveau d'activité même si pour cette année, celle-ci est sauvegardée puisque le BTP travaille sur les contrats antérieurs à 2022. Mais voilà, le climat social -avec les manifestations contre la loi sur les retraites, la pénurie et la flambée des prix du carburant, l'inflation et la remontée des taux d'intérêt bancaires- ont porté un coup dur à la confiance et

Ecrit par le 18 mai 2026

au pouvoir d'achat des ménages qui, fatalement se répercutera sur tous les échelons de l'économie, alors il va dérouler la prospective à 6 mois.»

Tout d'abord le secteur de la construction, du bâtiment et de l'artisanat

«Sur le logement neuf, la crise est amorcée. -30% d'activité pour les constructeurs de maison individuelle et les artisans qui travaillent avec eux. Le non résidentiel neuf souffle le froid et le chaud. -14% sur les surfaces commencées sur les commerces, les bâtiments agricoles et industriels. En revanche sur les surfaces autorisées +7% de bureaux et bâtiments administratifs. L'activité en amélioration-entretien affiche un petit tassement stable à +1,4%. Le coût des matériaux grimpent avec le coût de l'énergie, notamment pour les tuiles, les produits céramiques, le verre et les produits issus du ciment. Enfin, la remontée des taux d'intérêt paralysent les ménages, les entreprises et les collectivités puisque 40% des dossiers de prêts de bancaires sont refusés.»

Pour les travaux publics

«Les coûts de production ont augmenté de 9,4% grevant considérablement le résultat des entreprises. Les appels d'offres 2023 ne sont pas au rendez-vous. Alors même que le cycle électoral à mi-mandat laisserait supposer le lancement d'opérations, nous n'observons pas de redémarrage de la commande publique. Il faut dire que pour les maîtres d'ouvrage l'inflation des coûts de l'énergie impacte tout autant les budgets et, bien sûr, l'augmentation du coût des opérations.»

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Freepick

Le bilan économique

«Si les chiffres d'affaires ont augmenté, les coûts de production tels que les salaires, les matériaux et l'énergie ont explosé, alors, malgré le volume d'activité, les bilans et les résultats 2022 sont en baisse, voire en perte et tandis que les fournisseurs de matériaux voient leur cotation culminer par les assureurs-crédits, celles des entreprises se dégradent.»

Pourtant les besoins sont grands

«Constructions neuves, rénovation, entretien, infrastructures routières, le monde continue de tourner. La demande de logement des étudiants, salariés, retraités ; le maintien de l'emploi, la dynamisation du territoire avec la résolution des points noirs tels que le pont de [Bonpas](#), la [Léo](#) (Liaison Est Ouest), [le tram](#), les déviations de villages réclament toute notre attention comme l'accélération de la transition écologique, la décarbonation des villes et des entreprises, la dépermeabilisation des sols, l'inventaire des friches industrielles et autres dents creuses, la renaturation des cours d'eau, la lutte contre les inondations et incendies et l'amélioration des réseaux d'énergie.»

C'est maintenant que tout se joue,

alors la Fédération du BTP, la Fédération française du bâtiment et la Fédération nationale des travaux

Ecrit par le 18 mai 2026

publics font corps et s'accordent pour une [Zan](#) (Zéro artificialisation nette) moins paralysante via les propositions du [sénateur Jean-Baptiste Blanc](#) ; un assouplissement de l'accès au crédit immobilier ; un [PTZ](#) (Prêt à taux zéro) sur le neuf de 40% en zones B2 et C ; la relance d'un [Pinel](#) version 2022 et la révision du statut de bailleur privé.



Copyright Freepick

Au plan national

Concernant [le Plan eau](#), les bâtisseurs promeuvent la rénovation des réseaux qui laissent filer dans la nature, au mieux 20% d'eau potable, parce que les installations ont désormais fêté leur centenaire. Quant au [Plan vélo](#) ? Il continue de prévoir 2 milliards d'euros d'ici 2027 pour développer les aménagements cyclables, soit 28 000 kilomètres en attente de réalisation.

Rénovation énergétique et neutralité carbone en 2050

Pourrait-on augmenter le montant de [MaPrimRénov](#) et instaurer un dossier unique pour ce dispositif ainsi que les [C2E](#) (Certificats d'économie d'énergie) ; pérenniser le crédit d'impôt en faveur de la [rénovation énergétique des TPE et PME](#) (Très petites et moyennes entreprises).

Des taxes déjà mises en service mais pas les filières

Ecrit par le 18 mai 2026

Et puis il y a la [REP](#) (Responsabilité élargie du producteur) qui fait grimacer. Pourquoi ? Parce qu'alors que les éco-taxes sont en place, les plateformes de collecte n'existent pas. La belle idée de l'économie circulaire n'a pas encore eu le temps de procéder au maillage du territoire sur le traitement des déchets.



Dr Désormais le collectif remplace la maison individuelle avec jardin

D'encourageants indicateurs

«Il y a fort heureusement des indicateurs qui laissent présager des lendemains très encourageants. D'abord le niveau d'épargne brut des collectivités qui ont gardé des capacités de financement solides, et parfois des budgets d'investissement en progression. Ensuite, dans notre département la création de Vaucluse ingénierie, impulsé par le Conseil départemental ; qui apporte un accompagnement technique personnalisé aux communes et intercommunalités dans leurs projets. Sans oublier le programme

Ecrit par le 18 mai 2026

d'investissements d'[Enedis](#) de 11M€ sur le Vaucluse pour les infrastructures de recharge électrique.

Le Budget de l'Etat

Le budget de l'Agence de financement des infrastructures (l'AFIT) augmente de 14%. Signe de projets d'activité de l'État sur les infrastructures routières, ferroviaires, transports en commun ; Pour la transition écologique, la mise en place du [Fonds vert](#) avec 2 milliards d'euros d'engagement dont 500M€ en 2023.

Des difficultés à recruter

Sur le sujet de l'emploi toutes les entreprises rencontrent les mêmes difficultés pour recruter, tant pour remplacer les départs en retraite que se développer pour assurer la progression des entreprises. Notre fédération départementale représente 5 000 emplois dans le Vaucluse, qu'il faut sauver développer et former. Là encore des leviers existent et peuvent nous apporter des perspectives : Par la qualité de nos formations avec le [CFA Mouret](#) et l'[ECIR](#) (l'Ecole de la Construction, des Infrastructures et des Réseaux) et au [GEIQ BTP84](#), outil dévolu au recrutement et à l'insertion, ainsi que les publics en reconversion, notamment avec les dispositifs du Pôle emploi.



DR

Ils ont dit

Daniel Léonard

« Les coûts de constructions explosent poussés également par les nouvelles réglementations, souligne Daniel Léonard. Dans le même temps les aides tels que le PTZ -qui s'amenuise- et les outils de défiscalisation, comme le Pinel s'arrêteront dans 18 mois, évinçant du même coup les investisseurs

Ecrit par le 18 mai 2026

comme, d'ailleurs [le sénateur Jean-Baptiste Blanc vient de s'en faire l'écho](#). Les bailleurs sociaux voient leurs bâtiments classés F et G (performance énergétique) et doivent trouver des solutions pour pouvoir upgrader rapidement le classement et louer leurs logements, ce qui passe par la réhabilitation. Pourtant, pour le moment rien ne se fait. L'inertie grève notre activité. Nous attendons des élus qu'ils réalisent leurs projets sans attendre. Il faut que les projets budgétés et financés se fassent. Notre problème ? Nous subissons des augmentations de toute part, c'est comme-ci nous prenions la foudre. Nous subissons les conséquences des marchés en 2021 et pour lesquels nous prenons de plein fouet des augmentations qui n'étaient pas prévues. Les bailleurs sociaux et le promoteurs ont vendus leurs projets et ne peuvent pas répercuter les hausses de prix : coût de l'énergie, hausse des prix des matériaux, sur leurs clients finals. Alors, nous renégocions pour arriver à ce que 50% de la hausse soit absorbée par eux mais nous perdons, là encore de la marge. D'autant que s'il est possible de renégocier avec le public, cela n'est pas possible avec le secteur privé.

Frédéric Saintagne

« Nous subissons une baisse de 40% dans la construction de maisons individuelles, indique Frédéric Saintagne, constructeur de maisons individuelles. C'est de l'emploi en moins, environ 1 200 plein temps. En janvier 2022, avec un taux de 1,1%, un ménage qui gagnait 3 000€ par mois pouvait obtenir un prêt de 270 000€, à la fin de cette année 2023, ce ne sera plus que 190 000€. Ce que ça veut dire ? Les primo-accédants n'ont plus accès au marché de l'immobilier. Or, ils étaient notre première cible. Concernant le dispositif Zan, nous sommes tous d'accord pour nous y conformer car de nombreuses communes possèdent des friches et des dents creuses exploitables à la construction. C'est sur ces terrains et les modifications de PLU (Plan local d'urbanisme) que nous devons travailler, même s'il nous faut densifier puisque la loi Climat et résilience va dans ce sens ce qui exclut, de fait, la maison individuelle, alors il n'y a pas de raison de tout bloquer. »

Emilie Féral

« Les plans Anru (Opérations de l'Agence nationale de renouvellement urbain) font naître du travail mais si je prends l'exemple des bailleurs sociaux, ceux-ci doivent faire face au relogement de leurs résidents et cela demande du temps, ce qui induit des retards de réalisation des opérations de démolition, réhabilitation et construction, d'autant que si l'enveloppe n'est pas utilisée à temps, elle s'amenuise puis se perd. Actuellement le plan d'exécution du plan Anru pour le BTP ne se fait pas. Cette inertie est très préjudiciable au bâtiment et aux travaux publics. Quant aux nouvelles réglementations telles que la RE 2020 (nouvelle réglementation environnementale des bâtiments), pour atteindre des objectifs de bas carbone, elle est l'une des plus contraignantes d'Europe et s'appliquera bientôt aussi à la réhabilitation. On nous demande de trouver des solutions alors que les filières ne sont pas encore adaptées. Nous devons faire de la recherche et développement alors que nous sommes en pleine crise. Si le progrès nous enthousiasme et nous stimule, tout faire de front s'avère périlleux. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Enedis s'associe à l'entreprise à but d'emploi ZouVaï en faveur des personnes privées durablement d'emploi



L'entreprise gestionnaire du réseau de distribution d'électricité [Enedis](#) et l'entreprise à but d'emploi (EBE) [ZouVaï](#), située à Apt et créée dans le cadre de l'expérimentation '[Territoire zéro chômeur de longue durée](#)' du Pays d'Apt, viennent de signer une convention de partenariat pour une durée d'un an. Celle-ci a pour vise à favoriser l'insertion et l'inclusion des personnes qui ont été durablement privées d'emploi.

Ecrit par le 18 mai 2026

La convention liste plusieurs points : le remplacement ou la réparation de portes de coffrets par l'EBE, la professionnalisation par Enedis des salariés de l'EBE pour ces réparations ou changements de portes de coffrets en vue de satisfaire les exigences en matière de sécurité et de respect de l'environnement, ainsi que la facilitation par Enedis de la mise en place de visites à caractère industriel souhaitées par l'EBE ZouVaï dans le cadre du projet pédagogique de découverte des métiers.

A travers ce partenariat, l'entreprise à but d'emploi ZouVaï, Enedis soutient l'emploi indirect des personnes éloignées de l'emploi, et Enedis confirme son engagement à promouvoir dans ses activités les principes de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE).

[Lire également : 'Pays d'Apt : opération 'Territoire zéro chômeur', quel bilan 6 mois après ?'](#)

V.A.

Enedis : 150 postes à pourvoir en Provence Alpes du Sud en 2023

Ecrit par le 18 mai 2026



La société gestionnaire du réseau de distribution d'électricité [Enedis](#) a lancé sa campagne de recrutement pour l'année 2023. 150 postes sont à pourvoir en Provence Alpes du Sud, dont 76 CDI, 67 offres d'alternance, et 7 CDD. Électriciens d'intervention, techniciens de maintenance, chargés d'affaires raccordement, ingénieurs génie électrique, ou encore chefs de projets technique électricité, plus de 100 métiers différents sont proposés. [Toutes les offres d'emploi sont consultables sur le site d'Enedis.](#)

Cette constante augmentation d'effectifs a pour objectif de répondre aux enjeux de développement du réseau public de distribution d'électricité, qui est un maillon essentiel de la lutte contre le changement climatique et la réduction de l'empreinte carbone du pays. L'année dernière, 131 nouveaux collaborateurs avaient été engagée sur le territoire Provence Alpes du Sud, qui comprend le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes.

Dans le cadre de cette campagne de recrutement, l'entreprise organise son 3^e Forum virtuel de l'emploi et de l'alternance les mercredi 5 et jeudi 6 avril prochains. Les demandeurs d'emploi pourront échanger directement avec les professionnels de la Team France Électrique.

V.A.

Provence Alpes du Sud : Jacques Nicoli nommé à la tête de la direction régionale d'Enedis



Depuis le 1^{er} février, [Jacques Nicoli](#) est le nouveau Directeur régional d'[Enedis](#) en Provence Alpes du Sud.

« C'est un honneur et une grande responsabilité de diriger [Enedis](#) en Provence Alpes du Sud, a déclaré [Jacques Nicoli](#), nouveau Directeur régional. Les enjeux énergétiques et de transition écologique sont au cœur de toutes les préoccupations. Je souhaite être au rendez-vous des attentes de nos clients, assurer la continuité de l'alimentation électrique, y compris lors d'évènements météorologiques exceptionnels, et accompagner la dynamique régionale de développement économique et industriel des territoires ».

Pour le nouveau directeur qui représente l'entreprise auprès des acteurs régionaux depuis le 1^{er} février,

Ecrit par le 18 mai 2026

l'ambition d'Enedis est claire : conjuguer performance industrielle, responsabilité sociétale et environnementale au service des clients, de la transition écologique et du développement économique des territoires.

Ancien directeur des opérations du programme Linky

Diplômé d'études juridiques, Jacques Nicoli possède une formation de droit public et privé. Ses travaux universitaires ont été largement inspirés du monde de l'énergie tant sur la coopération européenne, que sur les échanges internationaux d'électricité.

Entré à EDF en 1987, il a occupé des fonctions opérationnelles de DRH et de directeur d'entités, puis de directeur de cabinet de directions nationales d'ERDF, de responsable de la performance RH du Groupe EDF, avant de rejoindre Enedis comme directeur des opérations du programme Linky.

Une appétence particulière pour la régulation sociale et la communication comme vecteur de l'aventure industrielle, qui ont été les axes les plus marquants de sa carrière.

J.R.

Face Vaucluse : « Ramener les publics éloignés de l'emploi dans le monde du travail »

Ecrit par le 18 mai 2026



Face, c'est l'acronyme de la **Fondation agir contre l'exclusion**. La semaine dernière, au siège de McCormick France (herbes aromatiques et poivres Ducros ainsi que les aides à la pâtisserie Vahiné), sur le Pôle d'Agroparc à Avignon, Violaine Démaret, la préfète de Vaucluse est venue signer le Paqte (Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises).

Ce dispositif, qui date des années 2010, avait été lancé par l'ancien patron d'Enedis dans le département, Patrice Perrot. Il s'agissait d'une charte entre les entreprises, les quartiers difficiles d'Avignon (Saint-Chamand et Monclar) les écoles et l'Etat, pour « Réaffirmer des valeurs de solidarité, de cohésion sociale, d'égalité des chances et de traitement ». Une façon d'aider les personnes en difficulté à se réintégrer dans le monde du travail.

Une passerelle entre le monde de l'école et celui des entreprises

Petit à petit, plusieurs entreprises ont adhéré : La Poste, GRDF, Veolia, Suez, Colas, Chabas, McCormick, BNP Paribas, le groupe Berto. Un suivi individuel auprès des jeunes en difficulté a été mis en œuvre pour les former puis leur proposer un emploi durable, même s'ils n'avaient ni qualification ni diplôme. Une sorte de passerelle entre le monde de l'école et celui de l'entreprise, entre l'offre et la demande. Une façon de favoriser l'ancrage de l'entreprise dans son environnement social local et pas seulement économique.

Cette signature, c'était donc le moment de renouveler cet engagement pour 4 ans et d'accueillir de nouvelles entreprises impliquées dans cet acte de solidarité sociale pour retisser des liens de proximité et de confiance. Par exemple, pour les adultes, faciliter le règlement de contraventions ou de factures impayées, mieux identifier les carences dans les quartiers. Pour les jeunes, leur faire découvrir le monde de l'entreprise et ses métiers et enfin pour les filles leur montrer qu'elles peuvent être actrices de leur vie professionnelle. Un cursus global pour lutter contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté.

Ecrit par le 18 mai 2026

« Nos entreprises s'engagent. »

Arnaud Ronssin, nouveau directeur général de Mc Cormick France



« Nos entreprises s'engagent, » martèle le nouveau directeur général de Mc Cormick France, [Arnaud Ronssin](#)*, lui qui est à la tête de 600 salariés en Vaucluse sur les plateformes d'Avignon, Montoux et Carpentras. « Elles sont inclusives, elles permettent l'émancipation par le travail et la dignité retrouvée » ajoute la Préfète.

La directrice de Face, [Carol Pauleau](#) insiste sur la montée en puissance de l'association : «A ce jour, nous recensons 4 617 bénéficiaires de ce pacte, dont 906 jeunes, même si tout n'a pas été comptabilisé. Grâce aux interventions dans les écoles et les collèges pour faire connaître les métiers, grâce aux stages en entreprises pour les élèves de 3^e, grâce à l'apprentissage, un bon nombre ont été recrutés et ont signé un CDI. »

Témoignages et soutiens des entreprises de Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026

Robert Bonnefoy, le patron de la scierie ouverte par son grand-père en 1932 témoigne : « Nous faisons de la RSE - Responsabilité sociétale de l'entreprise - sans le savoir depuis des années ». Le président du directoire du Groupe Berto (spécialisé dans la location de camions), [Norbert Zoppi](#) insiste : « Nous avons 5 000 salariés, dont 400 en Vaucluse, nous avons besoin de mécaniciens ou de directeurs d'exploitations, nous proposons une progression de carrière, nous sommes tous convaincus que nous devons donner une 2^e chance aux jeunes. »

« Nous sommes tous convaincus que nous devons donner une 2^e chance aux jeunes. »

Norbert Zoppi, président du directoire du groupe Berto

Le directeur territoire Avignon de la BNP, [Nicolas Tournois](#) ajoute : « Quand un réfugié trouve un emploi, nous lui ouvrons immédiatement un compte pour qu'il puisse voir son salaire versé en toute sécurité ».

Pierre Chabas pour la société éponyme précise : « Nous existons depuis 120 ans, nous travaillons dans un milieu sale, bruyant et polluant avec des camions utilitaires et industriels, mais je vous assure qu'on peut s'y épanouir ! ». Même son de cloche pour [François-Xavier Deshorgue](#) chef d'agence de l'entreprise de travaux publics et de génie civil Colas: « Nous sommes une filiale de Bouygues, nous sommes leader de la construction de routes. En ce moment, nous avons 40 chantiers dans le département, c'est une palette de vrais métiers, une aventure humaine quand on travaille par - 5° en hiver et + 40° l'été. Nous prenons environ 30 stagiaires par an et la plupart du temps, on les embauche à la fin. »

La préfète, Violaine Démaret conclura à l'adresse des entrepreneurs engagés et de la Mission locale : « Vous êtes au service du pays, vous valorisez cette action de politique publique envers les plus éloignés du monde du travail pour leur remettre le pied à l'étrier ».

Contact : Face Vaucluse - 1, Rue Mozart - Avignon. 04 90 87 77 50. www.facevaucluse.com

**Arnaud Ronssin, 44 ans, diplômé de l'ESC Rennes et d'un MBA de l'université de Texas A&M, a fait toute sa carrière dans le secteur de l'agroalimentaire. Il débute, en 2002, chez Danone en tant que commercial pour accompagner le développement de la marque Lu pendant 7 ans. Après le rachat par Mondelez International de la branche biscuits de Danone, il est responsable pendant 7 ans du développement commercial de la catégorie café, chocolat et confiserie en France et au Benelux. En 2017, il rejoint le groupe MOM (Materne et Mont-Blanc) en tant que directeur des clients nationaux, avant de prendre, en 2021, le poste de directeur des ventes McCormick France.*

Ecrit par le 18 mai 2026

Enedis présente ses métiers à 75 lycéens



Chaque année, **Enedis** mise sur le recrutement, et notamment sur celui des alternants. L'entreprise vient donc d'ouvrir les portes de ses sites à 75 lycéens afin de leur faire découvrir ses différents métiers.

En 2022, 131 nouveaux collaborateurs, dont 54 en alternance, rejoignaient les équipes d'Enedis en Provence Alpes du Sud. Cette année, 150 recrutements devraient à nouveau se concrétiser sur les départements du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes.

« Pour trouver les talents de demain, Enedis mise sur l'alternance et fait découvrir tout au long de l'année ses métiers techniques », explique [Sébastien Quiminal](#), directeur Enedis Vaucluse. Ainsi, 75

Écrit par le 18 mai 2026

lycées avignonnais et islois ont pu découvrir les sites d'Enedis et leurs métiers tels que technicien réseau, chargé de projets, ou encore technicien poste source. À travers divers ateliers, les jeunes ont également pu assister à des démonstrations d'engins, ou encore de drone pour la surveillance du réseau.

V.A.

Energie : partenariat inédit entre VPA et Enedis pour une meilleure attractivité du Vaucluse



Vaucluse Provence attractivité (VPA) et Enedis Vaucluse viennent de signer une convention de

Ecrit par le 18 mai 2026

partenariat dans l'accompagnement aux entreprises et start-up voulant s'installer sur le territoire vauclusien. Un accord qui a eu lieu dans les locaux carpentrassien de Green spot technologies , première entreprise à bénéficier de ce nouveau dispositif visant à renforcer l'attractivité économique du département.

Une première régionale de la part d'Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, représenté par [Sébastien Quiminal](#), directeur d'Enedis Vaucluse, qui s'est déroulée dans les locaux de l'entreprise [Green spot technologies \(GST\)](#), [nouvellement implantée à Carpentras](#). Start up d'origine néo-zélandaise fondée par la brésilienne [Ninna Granucci](#), GST est la première entreprise à avoir bénéficié de ce nouvel accord.

Lire également :

["La startup agroalimentaire Green Spot Technologies s'implante à Carpentras"](#)

Un accord qui va plus loin que l'implantation d'une seule start-up

L'apport d'Enedis dans cet accord nouvellement signé est d'accélérer et de faciliter encore plus l'implantation d'entreprise pour faire rayonner le territoire à différents niveaux.

Prévenu en amont par VPA de la volonté d'entreprises de s'implanter en Vaucluse, Enedis s'engage donc à mettre en relation ces sociétés avec un conseiller qui sera l'interlocuteur privilégié entre le gestionnaire du réseau d'électricité et le nouvel arrivant. Le but étant de veiller à une bonne qualité de fourniture en électricité et donc favoriser l'implantation de ces nouvelles entreprises sur le territoire vauclusien.

« Le Vaucluse dispose d'une bonne qualité de fourniture électrique favorable à l'implantation de nouvelle industrie. »

[Sébastien Quiminal](#), directeur d'Enedis Vaucluse

« L'objectif de cet accompagnement est de prendre en compte la capacité et le maillage du réseau électrique local dans l'installation rapide et confortable de l'entreprise sans complication majeure lié au raccordement », explique Sébastien Quiminal qui rappelle également que « le Vaucluse dispose d'une bonne qualité de fourniture électrique favorable à l'implantation de nouvelle industrie. »

La convention de partenariat lie les deux structures, VPA et Enedis, pour les deux prochaines années.

Au cœur de la cible de VPA

« En facilitant l'accès au réseau d'énergie, nous avons permis l'implantation de Green spot technologie, se félicite [Pierre Gonzalez](#), président de Vaucluse Provence attractivité, co-signataire de cet accord. VPA se donne pour mission de valoriser, accompagner et dynamiser le territoire en prospectant de nouvelles entreprises comme cela a été le cas avec Green spot technologie qui représente le cœur de cible de notre agence car elle est innovante, circulaire dans ses échanges et participe à des relations nationales et

Ecrit par le 18 mai 2026

internationales. ».

Pour Sébastien Quiminal, le choix de GST est aussi justifié « car en accélérant et en facilitant l'implantation d'entreprises qui ont une volonté de 'décarboner' leur production, nous satisfaisons aux valeurs d'Enedis et ce d'autant plus que GST ambitionne une production 'zéro déchets'. »

« Dans tous les cas, tout ce qui facilite les démarches des entreprises souhaitant s'installer sur notre territoire est une bonne chose pour nous et pour le Vaucluse », poursuit [Cathy Fermanian](#), directrice générale de Vaucluse Provence attractivité.

Une entreprise aux objectifs et valeurs dans l'air du temps

Green spot technologie devient donc une entreprise ambassadrice de cette volonté commune de développement de l'attractivité des territoires des deux partenaires.

GST, dont l'usine est maintenant installée dans la zone du Marché gare, a pour ambition d'embaucher d'ici la fin de l'année une quinzaine d'employés et, à terme, de se développer pour atteindre une centaine d'employés.

Nina Granucci, [récemment distinguée par le Prix de l'Union européenne des femmes innovatrices](#), a fondé cette entreprise à l'issue de sa thèse en Nouvelle-Zélande où elle a développé [un moyen de production de farines fermentées à hautes valeurs ajoutées produites par fermentation de coproduits](#) (ndlr : dit aussi 'fermentation en milieu solide' nécessitant 20 fois moins d'eau qu'une fermentation en milieu liquide) en valorisant les restes alimentaires encore consommables et utilisables provenant des productions agro-alimentaires industrielles (essentiellement aujourd'hui la pomme, la tomate et la drêche de brasserie).

Ecrit par le 18 mai 2026



Nina Granucci, créatrice de GST, et Benoît de Sarrau, directeur technique de Green spot technologie ont mis au point un procédé innovant fermentation en milieu solide permettant de valoriser les restes alimentaires provenant des productions agro-alimentaires industrielles. © Alain Hocquel/ VPA

Lire également :

[“ Prix de l'Union européenne des femmes innovatrices pour la néo-vauclusienne Ninna Granucci ”](#)

« Nous voulons devenir un acteur industriel majeur de la chaîne de valeur agroalimentaire tout en gardant notre ambition zéro déchet et en diminuant les tensions sur les ressources », complète [Benoît de Sarrau](#), directeur technique de GST dont la production à l'échelle industrielle devrait véritablement débuter durant le 1^{er} semestre de cette année.

« Des acteurs locaux pour une portée internationale », c'est l'objectif de la fondatrice de GST dont le siège et la R&D se situent à Toulouse et dont Carpentras sera le 1^{er} site de production. Une implantation en Vaucluse justifiée par l'existence d'un 'gisement' de coproduits liée à la présence d'une forte activité agricole ainsi qu'agro-alimentaire.

Pour se développer, GST, qui bénéficie déjà d'un budget d'investissement public, lance également une levée de fonds de l'ordre de 6 à 7M€ pour un investissement intermédiaire total d'environ 10M€.

[Maylis Clément](#)

Ecrit par le 18 mai 2026

Le syndicat Durance Luberon et Enedis s'allient pour développer les énergies renouvelables



Le syndicat [Durance Luberon](#) et la société [Enedis](#) viennent de signer un partenariat visant à accompagner ce premier dans l'étude d'installations de panneaux photovoltaïques sur 40 sites d'eau potable et d'assainissement, notamment pour leurs raccordements au réseau public de distribution exploité et géré par Enedis.

Le syndicat Durance Luberon réfléchit depuis près d'un an à ces installations de panneaux photovoltaïques dans le but de profiter pleinement du potentiel énergétique des sites d'eau potable et

Ecrit par le 18 mai 2026

d'assainissement, sur un territoire qui bénéficie d'un important taux d'ensoleillement toute l'année. Dans un contexte de crise énergétique, ce projet s'inscrit également dans une volonté de réduire les consommations d'énergies afin de réaliser des économies financières en plus de s'inscrire dans une démarche de développement durable.

Au cours de ce partenariat, qui a été signé pour deux ans, Enedis mettra à disposition du syndicat Durance Luberon les informations liées à ses sites pour lui permettre de prendre les bonnes décisions en matière d'investissement en obtenant une première estimation des contraintes liées aux capacités des réseaux de distribution d'électricité.

V.A.

Enedis fait don d'un véhicule à l'association EcoREV



Ecrit par le 18 mai 2026

Afin d'apporter son soutien au projet d'épicerie sociale mobile en milieu rural présenté par l'association [Ecorev](#), [Enedis](#) lui a fait don d'un véhicule à l'occasion d'une journée où les salariés de l'entreprise ont participé à l'une des tournées de l'association. Grâce à ce don, Ecorev peut désormais sillonner les alentours de Vaison-la-Romaine pour aller à la rencontre de ceux qui en ont besoin.

Ce geste témoigne des valeurs des salariés d'Enedis et de la politique 'Responsabilité sociétale des entreprises' (RSE) de la société au cœur des territoires, ainsi que son implication dans la lutte contre l'exclusion. « Dans cette période difficile où de plus en plus de personnes sont impactées par la crise, nous souhaitons accompagner le formidable travail réalisé par l'équipe d'Ecorev et renforcer notre proximité avec les acteurs du territoire », a expliqué Sébastien Quiminal, directeur d'Enedis en Vaucluse.



DR

V.A.